

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROSERVE DASRI

21 RUE DES ENTREPRENEURS
ZONE INDUSTRIELLE DES AMANDIERS
78420 Carrieres-Sur-Seine

Code AIOT : 0006523903

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement PROSERVE DASRI implanté 21 RUE DES ENTREPRENEURS ZONE INDUSTRIELLE DES AMANDIERS 78420 Carrieres-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce visite d'inspection a été réalisée de manière inopinée, conjointement avec l'Inspection du travail.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROSERVE DASRI
- 21 RUE DES ENTREPRENEURS ZONE INDUSTRIELLE DES AMANDIERS 78420 Carrieres-sur-Seine
- Code AIOT : 0006523903
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société PROSERVE DASRI est spécialisée dans la collecte et le traitement des Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

Pour cela, elle met en œuvre une technique de pré-traitement et de désinfection des DASRI par broyage et chauffage. Ce procédé homologué (en référence à la norme NX 30-503-1 «Déchets d'activités de soins - Réduction des risques microbiologiques et mécaniques des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés par les appareils de prétraitement par désinfection») consiste à modifier l'apparence des DASRI (suppression de l'impact psycho-émotionnel) et à réduire leur contamination microbiologique (suppression du risque infectieux), il permet également de réduire le volume des déchets jusqu'à 80%. Les DASRI ainsi pré-traités sont assimilés aux déchets non dangereux et peuvent intégrer leur filière d'élimination similaire (hors compostage) : incinération en usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) ou enfouissement en Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des odeurs	Arrêté Préfectoral du 06/01/2026, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Conditions générales de rejets	Arrêté Préfectoral du 19/03/2025, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Contrôle des déchets à leur arrivée	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.4.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etanchéité des flux de déchets banalisés lors des opérations de tri	Arrêté Préfectoral du 06/01/2026, article 5.1	Sans objet
5	Admission des déchets sur site	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.4.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe d'inspection constate que l'entreprise PROSERVE DASRI a à cœur de résoudre les problèmes liés aux émissions d'odeurs en provenance de son site, comme en témoigne leur plan d'action et les différents tests réalisés afin de prévenir et de réduire les émissions le plus efficacement. L'équipe d'inspection souligne cependant qu'il sera nécessaire, une fois les meilleures techniques et méthodes déterminées, de formaliser le plan de gestion des odeurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étanchéité des flux de déchets banalisés lors des opérations de tri

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2026, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les déchets banalisés, les déchets triés et les refus de tri ne sont pas stockés à l'air libre. L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires afin de s'assurer que les circuits de transfert des déchets lors des opérations de tri, ainsi que les contenants accueillant les déchets triés, sont couverts de façon à limiter les nuisances olfactives, sauf lorsque leur ouverture est nécessaire au bon déroulement des opérations de tri.
Constats : L'équipe d'inspection se rend au niveau des banaliseurs afin d'évaluer si les déchets sont exposés à l'air libre, en dehors des opérations pour lesquelles l'ouverture des conteneurs est nécessaire. Avant traitement, les déchets sont conservés dans des bacs fermés. Ces bacs ne sont ouverts qu'au moment du déversement dans les banaliseurs : <ul style="list-style-type: none">• Pour le traitement par micro-ondes (ECOSTERYL), les déchets sont entraînés par des vis sans fin tout au long du dispositif de traitement, puis acheminés vers un compacteur positionné le long du bâtiment via un convoyeur passant par une ouverture dans le bardage. Cette ouverture ayant été rendue hermétique par l'exploitant, les éventuelles odeurs dégagées par les déchets chauds sont contenues à l'intérieur du bâtiment. L'exploitant explique que lorsque le compacteur s'enclenche, des vapeurs odorantes peuvent être rejetées par les événements de celui-ci. L'exploitant précise qu'un essai impliquant la mise en place de filtres à charbon actif en sortie de ces événements va être réalisé dans les prochaines semaines ;• Pour le traitement par vapeur d'eau (ECODAS), les déchets sont versés dans le banaliseuse afin d'y être décontaminé par action de la vapeur d'eau. Lorsqu'un cycle de traitement se termine, l'opérateur ouvre le couvercle de l'autoclave afin de faire tomber les déchets traités dans un bac positionné en dessous de celui-ci. Ces bacs, qui ne possèdent pas de couvercle, sont ensuite acheminés par l'opérateur jusqu'à une benne située à l'extérieur du bâtiment, où ils sont gerbés à l'aide d'un chariot élévateur. Le contenu des bacs est ensuite versé dans la benne de 15 m³, qui possède un couvercle afin d'éviter la diffusion d'éventuelles odeurs. L'exploitant explique que l'essai d'un produit désodorisant, l'Odorex, est en cours sur le site. Ce produit est aspergé dans les bacs de récupération des déchets après banalisation. L'exploitant explique également que les bacs de récupération des déchets ne possédant pas de couvercle seront remplacés par des bacs disposant de couvercle, et que courant mai, la benne de récupération de ses déchets sera remplacée par un compacteur associé à une benne fermée, semblable à ce qui est utilisé pour la récupération des déchets des banaliseurs ECOSTERYL.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit à l'équipe d'inspection les résultats de chacun des essais réalisés sur ses installations visant à réduire ou à prévenir les émissions d'odeurs.

N° 2 : Gestion des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2026, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Ces protocoles sont revus et mis à jour à chaque modification des installations pouvant avoir un impact sur les émissions d'odeurs, et à minima lors de l'ajout de nouveaux équipements de Production.

Constats :

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les différents protocoles et programmes constituant le plan de gestion des odeurs.

L'exploitant explique être actuellement en train de mettre en place plusieurs systèmes de réduction et de prévention des odeurs sur son site, faisant suite à différentes plaintes de riverains et d'entreprises voisines à ce sujet. Ces différents essais font partie d'un plan d'actions, porté à la connaissance de l'Inspection lors de la réunion tenue en mairie de Carrières-sur-Seine le 12 février 2026 en présence de membres du conseil municipal, de l'exploitant, de l'Inspection et de plaignants. Les essais et analyses mis en place par l'exploitant comprennent, entre autres :

- un traitement des effluents gazeux émis par la cuve de stockage des eaux usées du process ECODAS ;
- le contrôle des vapeurs émises dans le local de travail lors de l'ouverture des banaliseurs ECODAS en fin de traitement ;
- la formation du personnel, en particulier concernant l'ouverture et la fermeture des portes sectionnelles de l'établissement ;
- la création, le suivi et éventuellement des déplacements sur place en cas de signalement par les riverains de nuisances olfactives sur le groupe WhatsApp créé par l'exploitant.

Une nouvelle réunion se tiendra dans le courant du mois de juin, et permettra d'évaluer l'efficacité des actions mises en place par l'exploitant.

L'exploitant explique que le plan de gestion sera formalisé une fois les traitements les plus efficaces identifiés et mis en place.

Non-conformité n°20260306-NC-1 : L'exploitant ne dispose pas d'un plan de gestion des odeurs formalisé. L'exploitant doit, **sous 1 mois**, formaliser un plan de gestion des odeurs comprenant :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les

sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Conditions générales de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2025, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en mm	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n°1	Banaliseur ECOSTERYL 1	11,3	200	Poussière et COV dont toluène, dichlorométhane	9600	10
Conduit n°2	Banaliseur ECOSTERYL 2	11,3	200	, éthanol et méthane	9600	10

Les conduits sont équipés de filtres à particules et de caisson de charbon actif.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs, notamment concernant le choix des fréquences de renouvellement, permettant de garantir l'absence de saturation des charbons actifs et des filtres.

L'exploitant réalise un suivi du poids des charbons actifs. Les résultats sont pris en compte pour l'élaboration des procédures de gestion, notamment de renouvellement, des charbons actifs.

Constats :

L'exploitant déclare que les filtres équipant les conduits de rejets des banaliseurs ECOSTERYL sont renouvelés tous les 3 mois. Il présente à l'équipe d'inspection l'outil IMOFLEET, sur lequel l'ensemble des vérifications générales périodiques du site sont programmées et enregistrées. L'équipe d'inspection constate que le remplacement des filtres 408 et 508, équipant les banaliseurs ECOSTERYL 1 et 2, a été réalisé par l'équipe de maintenance du site le 25 février 2026. L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui fournir les justificatifs relatifs au choix de la fréquence de renouvellement des filtres. L'exploitant explique s'être basé sur les indications du fournisseur pour fixer cette fréquence, et à ce titre ne pas réaliser de suivi du poids des charbons actifs.

Non-conformité n°20260306-NC-2 : L'exploitant n'est pas en mesure de fournir à l'équipe d'inspection les éléments justificatifs concernant le choix des fréquences de renouvellement des dispositifs de traitements des rejets de ses banaliseurs ECOSTERYL. L'exploitant doit, **sous 1 mois**, fournir à l'équipe d'inspection des éléments, tels que les fiches techniques, permettant de :

- confirmer la présence d'un filtre à particules, ainsi que d'un caisson de charbon actif, sur les conduits de rejet de banaliseurs ECOSTERYL ;
- justifier du choix des fréquences de renouvellement des filtres ;
- justifier que le suivi du poids des caissons de charbon actif n'est pas nécessaire compte tenu de la fréquence de renouvellement choisie.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Contrôle des déchets à leur arrivée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets reçus par l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout DASRI arrivant sur le site fait l'objet des vérifications suivantes avant son admission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un bordereau de suivi ou d'un bon de prise en charge conforme à l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999 modifié relatif au contrôle des filières d'élimination des DASRI et assimilés et des pièces anatomiques ; - contrôle visuel de la conformité de l'emballage à l'arrêté du 24 novembre 2003 modifié relatif aux emballages des déchets DASRI et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine ; - contrôle de la non-radioactivité à l'aide d'un dispositif de détection automatique. <p>Les DASRI ne peuvent être acceptés que s'ils sont conditionnés conformément aux dispositions des arrêtés susvisés.</p> <p>En cas de détection d'anomalie, l'exploitant refuse le chargement des déchets ou fait application des dispositions relatives à la détection des déchets radioactifs ci-dessous et prévient, dans les plus brefs délais, l'émetteur et lui renvoie le bordereau de suivi ou le bon de prise en charge mentionnant les motivations de refus.</p> <p>[...]</p> <p>La procédure de contrôle de la radioactivité et la procédure de refus des déchets sont formalisées par écrit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant détaille les vérifications dont les DASRI arrivant sur site font l'objet lors de leur admission. Il explique que tout déchet est accompagné d'un bordereau de suivi de déchet et que chaque bac est contrôlé à l'aide d'un dispositif de détection de la radioactivité. L'exploitant présente le certificat de contrôle du portique de détection de la radioactivité n°2240-31072025, réalisé par la société BERTHOLD le 31 juillet 2025. Il présente également la procédure à suivre en cas de détection d'un déchet radioactif, le document n°PRO 000-5, qui détaille toutes les étapes à suivre en cas de détection au portique, dont les étapes d'isolement et d'information au producteur du déchet concerné.</p> <p>L'exploitant explique que l'intégrité et la conformité des emballages est vérifiée par les chauffeurs des véhicules lors du chargement chez le client. Ceux-ci doivent alors utiliser l'étiquette ENR 003, "Emballage non-conformité client ne peut être pris en charge", et la coller sur l'emballage non-conforme. Les chauffeurs doivent ensuite signaler cet événement à l'aide de l'enregistrement ENR 014 "Fiche événement à froid", qui sert au retour d'expérience.</p> <p>L'exploitant précise que les différentes procédures et enregistrement sont rappelées lors des "flash sécurité", rappels périodiques des différentes procédures métiers.</p> <p>Si l'inspection constate que l'exploitant a une procédure en place pour la gestion des refus de</p>

prise en charge des déchets, celle-ci n'est pas formalisée par écrit.

Non-conformité n°20260306-NC-3 : L'exploitant ne dispose pas de procédure formalisée de refus des déchets. L'exploitant doit, **sous 1 mois**, formaliser sa procédure de refus des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Admission des déchets sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.4.6

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets reçus par l'installation

Prescription contrôlée :

Si les déchets sont admis sur le site, les récipients contenant ces derniers sont :

- soit introduits directement dans les appareils de désinfection ;
 - soit entreposés sur les aires de stockage des déchets dans l'attente de leur traitement sur le site sous 24h ;
 - soit entreposés dans l'attente de leur évacuation vers des installations de traitement extérieures dûment autorisées à cet effet, dans des locaux spécifiques, notamment les locaux mentionnés à l'article 7.1.2 du présent arrêté. Chaque local répond aux caractéristiques suivantes :
 - il est réservé à l'entreposage des déchets et peut servir, le cas échéant, à l'entreposage des produits souillés ou contaminés. [...] Leur surface est adaptée à la quantité de déchet et produits à entreposer ;
 - il ne peut recevoir que des déchets préalablement emballés. Les emballages non autorisés pour le transport sur la voie publique au titre de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié sont placés dans des grands récipients pour vrac, étanches et facilement lavables ;
 - il est correctement [...] éclairé et permet une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur ;
 - il est muni de dispositifs appropriés pour prévenir la pénétration des animaux ;
 - le sol et les parois du local sont lavables ;
- [...]
- il fait l'objet d'un nettoyage régulier et à chaque fois que cela est nécessaire.

Les différentes aires de stockage des déchets sont distinctes, aménagées de façon à récupérer toute fuite éventuelle et font l'objet d'une identification précise.

Constats :

L'exploitant explique qu'une fois les déchets admis sur site, ceux-ci sont stockés dans la zone "sale", à proximité des machines de banalisation. Les déchets restent dans les conteneurs fermés jusqu'à ce qu'ils soient introduits dans les appareils de désinfections, ce qui se produit dans les 24h suivants leur arrivée. L'exploitant déclare que si les déchets ne peuvent être traités par PROSERVE DASRI, ceux-ci sont évacués vers des installations de traitement extérieures, à savoir des incinérateurs en capacité de traiter les DASRI.

L'équipe d'inspection se rend dans le local de stockage des déchets entrants. Cette zone, située en face des banaliseurs, est dimensionnée afin de recevoir environ 260 bacs de déchets. Si la zone est en effet occupée par de nombreux bacs, elle est bien éclairée, propre et la circulation dans celle-ci n'est cependant pas impactée. Les différentes aires de stockages sont accompagnées de

panneaux permettant leur identification. L'équipe d'inspection constate que tous les déchets en attente de traitement sont correctement emballés, stockés à température ambiante et protégés contre les intempéries.

L'équipe d'inspection note que la zone de stockage est pourvue de portes sectionnelles, pour lesquelles l'exploitant précise que le personnel a reçu la consigne de veiller à ce qu'elles restent fermées sauf lors du transport de déchets vers la benne extérieure, ainsi que de dispositif de lutte contre les nuisibles.

L'exploitant ajoute que la zone de travail est nettoyée tous les jours par le personnel, à chaque changement d'équipe.

Les différents bacs de déchets ne sont pas disposés au droit de rétention, mais le sol du local permet un nettoyage facile en cas de fuites éventuelles.

Type de suites proposées : Sans suite